

Des investissements intelligents pour financer l'Agenda de développement post 2015

Le coût du financement de l'Agenda de développement post-2015 est estimé à plusieurs milliards de dollars par an.¹ Quoique la valeur de ce montant puisse paraître exorbitante, particulièrement pour les pays à faibles revenus dont les budgets étatiques sont extrêmement serrés et pour les pays donateurs confrontés à des incertitudes économiques, les ressources financières nécessaires *sont* en réalité disponibles.² Il s'agit de fixer les bonnes priorités, d'assurer une répartition équitable et d'éviter les erreurs et omissions du passé. Dans un contexte où la responsabilité du paiement et ses modalités sont des questions qui reviennent continuellement sur le tapis, des recherches montrent que des investissements intelligents dans des domaines clés ont des rendements élevés. Entre-temps, les coûts de l'inaction l'emportent de loin sur les ressources nécessaires pour un développement durable, centré sur la population et pour une planète saine.

Qu'entend-on par « investissements intelligents » ? Dans le contexte du présent document, les investissements intelligents mettent la population au premier plan, accordent la priorité aux plus démunis et s'attaquent aux défis mondiaux qui perpétuent les inégalités et affectent des milliards de personnes dans le monde entier. Ces investissements ont d'importantes retombées *sur l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie, l'éradication de la pauvreté, la croissance économique et le développement durable. Leurs effets multiplicateurs et intergénérationnels généreront des bénéfices pour les futures décennies.* Ce document présente des données probantes qui démontrent les énormes avantages que tous les pays sont susceptibles d'obtenir s'ils consacrent plus de ressources à quatre secteurs clés, et met également l'accent sur les coûts économiques et financiers de l'inaction de même que sur les bénéfices et les rendements des investissements.

Des investissements intelligents clés

1. Réaliser l'**égalité des sexes**, les droits humains et l'autonomisation des femmes et des filles.
2. Parvenir aux droits et à la **santé sexuelle et reproductive** pour tous, y compris l'accès universel à des informations, une éducation et des services de qualité abordables sur la santé sexuelle et reproductive.
3. Prévenir et lutter contre la **violence sexiste** à l'égard des femmes et des filles
4. Faire progresser les droits, la participation et le développement des **adolescents et des jeunes**, notamment l'éducation des filles, le report du mariage et de la maternité et l'éducation sexuelle complète.

Coûts de l'inaction : La communauté internationale risque de payer un prix élevé si le statu quo prévaut quant aux modalités de mise en œuvre et de financement de l'agenda de développement post-2015. *Le thème central de cette note est le coût énorme de l'inaction face à des défis pressants et interdépendants. Il est en effet urgent de s'attaquer aux inégalités dramatiques et croissantes au sein des pays et entre eux, aborder efficacement le changement climatique et réduire les modes de consommation et de production non durables, ou encore parvenir à l'égalité entre les sexes, respecter les droits des femmes et des filles, des adolescents et des jeunes et parvenir à la santé et aux droits sexuels et reproductifs pour tous.* Si l'inertie sur ces questions cruciales que l'on observe aujourd'hui se poursuit, les efforts entrepris pour éradiquer la pauvreté, pour mettre un terme aux inégalités, pour accélérer la croissance économique et pour permettre à tous les pays de tirer avantage d'une vaste source de capital humain, indispensable aux progrès vers un développement durable au cours du XXI^e siècle.

Si leur justification est avant tout d'ordre humain, ces investissements ont aussi une justification économique et financière : ce sont également des **investissements intelligents et rentables**. Les effets synergiques d'investissements simultanés, se renforçant mutuellement et appliqués à grande échelle en font des **leviers pour permettre et atteindre les buts et objectifs de l'Agenda de développement post 2015** tout en éliminant des fardeaux coûteux et souvent évitables pour les économies et les sociétés. Malgré ces avantages importants, on continue de négliger et de sous-financer ces investissements.

Le manque de volonté et de soutien politique pour investir dans ces groupes importants de la population et dans des domaines interdépendants entraînent des pertes importantes pour les individus, les familles, les sociétés et les économies nationales. Ces pertes affectent les vies, le bien-être, la santé, la productivité et représentent des milliards de dollars par an dans les budgets des États, des contribuables et des bailleurs de fonds. Ces coûts peuvent être évités et peuvent être transformés en dividendes rapportés par les investissements pour un Agenda de développement post-2015 et au-delà, qui soit efficace et efficient.

Investissement intelligent n° 1 : Égalité des sexes, droits humains et autonomisation des femmes et des filles

Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale, et la moitié de son capital humain nécessaire à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation du développement durable. Pourtant, en ce qui concerne les opportunités, les ressources, la participation et les bénéfices du développement, elles sont encore victimes de discrimination et d'exclusion, et ce à tous les niveaux de la vie sociale, économique, culturelle, civile et politique. Cette situation constitue non seulement une violation de leurs droits et libertés fondamentaux, mais aussi un obstacle pour avancer vers d'autres objectifs de développement. Comme le souligne la Banque mondiale, **la discrimination sexuelle conduit à des «résultats économiquement inefficaces»**.³

Des preuves provenant du monde entier démontrent que l'investissement dans l'égalité des sexes et le respect des droits des femmes et des filles est hautement rentable et a des effets multiplicateurs,

notamment en matière de réduction de la pauvreté, croissance économique, amélioration de la sécurité alimentaire, et santé et éducation des enfants. Par exemple :

- Réduction de la pauvreté et croissance du PIB: **En comblant l'écart entre les sexes en termes de leur participation au marché du travail** en défendant l'égalité des droits des femmes à un travail décent et productif, **le PIB mondial augmenterait d'environ 12 % d'ici 2030.**⁴ La réduction de cet écart augmenterait le PIB de l'Égypte de 34 %⁵ et celui de l'Inde de 1,7 milliards de dollars EU.⁶ De même, garantir les droits des femmes à **une rémunération égale pour un travail égal** peut réduire la pauvreté et générer des milliards pour les économies nationales. Aux États-Unis, par exemple, combler l'écart de rémunération entre les sexes **réduirait de moitié le taux de pauvreté** de toutes les femmes qui travaillent et de leurs familles, injectant ainsi 488 milliards de dollars EU dans l'économie (soit près de 3 % du PIB).⁷ Au Royaume-Uni, l'économie perd 23 milliards de livres par an (soit jusqu'à 2 % du PIB) en raison de pratiques discriminatoires sur le marché du travail telles que la discrimination salariale et la ségrégation des emplois.⁸
- Augmentation de la productivité: La réduction et la redistribution du fardeau disproportionné que représentent pour les femmes et les filles **les soins et les tâches ménagères non-rémunérés** ouvrent des opportunités pour elles de même que pour les économies nationales. En Afrique subsaharienne, **les femmes et les filles consacrent 40 milliards d'heures par an pour aller chercher de l'eau**, ce qui correspond à un an de travail de l'ensemble de la main-d'œuvre française.⁹ En Amérique latine, la moitié des jeunes femmes ne travaillant pas hors de leur foyer évoquent les travaux domestiques non rémunérés comme une raison pour ne pas rechercher un emploi salarié.¹⁰ Si le travail non rémunéré des femmes était monétisé, il représenterait 15 % du PIB en Corée du Sud et en Afrique du Sud,¹¹ 40 % en Suisse¹² et 63 % en Inde et en Tanzanie.¹³ **Réduire ce fardeau pourrait augmenter la productivité de la main d'œuvre agricole de 15 % et celle du capital** pourrait atteindre 44 % dans certains pays.¹⁴
- Réduction de la faim, amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition: Assurer **aux femmes un accès égal aux intrants agricoles** pourrait augmenter la production agricole totale des pays en développement jusqu'à 4 %. **Le nombre de personnes souffrant de la faim baisserait** ainsi de 17 % et celui des personnes sous-alimentées de 100 à 150 millions.¹⁵
- Gains économiques grâce à l'accès aux TIC: Dans les pays en développement, les femmes et les filles sont 21 % moins susceptibles de posséder un téléphone portable¹⁶ et ont 16 % moins de possibilités que leurs homologues masculins d'utiliser Internet¹⁷. Faciliter **l'accès à Internet à 600 millions de femmes supplémentaires augmenterait le PIB annuel** de 13 à 18 milliards de dollars EU dans 144 pays en développement.¹⁸
- Des lieux de travail productifs, des entreprises rentables: Les études montrent que dans les entreprises, plus le nombre de **femmes à des postes de direction** et de prise de décision est élevé, meilleures sont leurs **performances financières**.¹⁹ De plus, les entreprises qui investissent dans des politiques favorables à la famille et sensibles au genre ont obtenu de bons retours sur leurs investissements grâce à une baisse **de l'absentéisme et une augmentation de la productivité**. Par

Garantir les droits des femmes à une rémunération égale pour un travail égal peut réduire la pauvreté et générer des milliards pour les économies nationales.

exemple, des études réalisées au Bangladesh et en Égypte ont montré un retour sur investissement de respectivement 3:1 dollars EU et 4:1 dollars EU lorsque les entreprises fournissaient des soins de santé à leurs employées et à leurs enfants dans les locaux de l'entreprise.²⁰ Une autre étude menée en Allemagne a révélé que des dispositions telles que le congé parental, les programmes de retour au travail, les modalités de travail flexibles et la garde d'enfants ont généré un retour sur investissement de 25 %.²¹

- Bien-être pour les enfants et les familles : Lorsque les femmes ont le contrôle des biens et de la prise de décisions financière, les familles en bénéficient. Quand elles **contrôlent le revenu du ménage**, elles en **réinvestissent 90 % dans leurs enfants**, contre 30 à 40 % chez les hommes,²² avec pour corollaire de meilleurs résultats en termes de santé et d'éducation pour les futures générations. Quand elles jouissent de **droits de propriété et de succession égaux**, les femmes sont capables de générer jusqu'à environ quatre fois plus de revenus que celles qui n'en ont pas.²³ Un meilleur accès à la **sécurité sociale** pour les femmes peut produire des résultats tout aussi souhaitables. Par exemple, des études sur l'Afrique du Sud et le Brésil montrent comment les pensions destinées aux femmes âgées ont contribué à accroître la scolarisation des filles.²⁴ En Bolivie, les femmes qui reçoivent des pensions ont augmenté les dépenses d'éducation du ménage de 56 % à 91 %.²⁵
- Amélioration de la gouvernance et consolidation de la paix : Lorsque les femmes sont bien représentées parmi les **dirigeants politiques**, des réformes législatives relatives à l'égalité des sexes et la violence sexiste ainsi que d'autres priorités en matière de développement sont plus susceptibles d'être adoptées²⁶ ; Il existe également une corrélation démontrée entre leur représentation au niveau politique et une **baisse de la corruption**.²⁷ De même, le rôle joué par les femmes est reconnu comme essentiel dans toutes les phases de prévention, de résolution des conflits et de reconstruction. Leur rôle est **fondamental pour restaurer le tissu communautaire dans des contextes d'après-conflit** et pour limiter les risques de retour à l'instabilité et au conflit.²⁸

Investissement intelligent n° 2 : Santé et droits sexuels et reproductifs pour tous

Un manque de respect pour la santé et les droits sexuels et reproductifs entravent les efforts visant l'élimination de la pauvreté et l'égalité des sexes. De plus, il épuise les revenus des ménages et les budgets étatiques, entraîne des résultats médiocres en termes de santé et d'éducation, une baisse de la productivité et de la participation de la main d'œuvre et entraînent des pertes d'opportunités pour la croissance économique et l'amélioration de la gestion environnementale. Les femmes et les adolescentes paient le prix le plus élevé : 800 femmes et filles meurent chaque jour pour des causes de mortalité maternelle évitables²⁹ ; de plus, les coûts et conséquences de l'inaction affectent l'économie et la société en général:

- Pertes de productivité : Le manque d'importance accordée à la santé sexuelle et reproductive érode la santé et le bien-être général, et par conséquent la capacité des personnes à mener une vie productive. Suite à l'épidémie de SIDA, par exemple, la main-d'œuvre agricole dans 12 pays à forte prévalence du virus a diminué de 3 à 10 %, ce qui a contribué aux pénuries alimentaires et à la pauvreté.³⁰ **Les décès maternels et la mortalité néonatale qui en découle** généreraient des **pertes**

de productivité annuelles estimées à 15 milliards de dollars EU.³¹ Selon des estimations, les décès ou handicaps liés à des avortements non médicalisés entraînent la **perte d'au moins 5 millions d'années de vie productive.**³²

- **Appauvrissement** : Chaque année, **150 millions de personnes font face à des difficultés financières parce qu'elles doivent payer pour des soins de santé, et 100 millions tombent sous le seuil de pauvreté.**³³ En 2011, les consommateurs privés des pays en développement ont dû déboursier plus de 34 milliards de dollars EU pour la planification familiale, la santé reproductive et les dépenses liées au VIH/SIDA.³⁴ Les dépenses liées aux soins de santé à la suite de complications survenues lors de la grossesse, conjuguées à la perte de revenus des femmes causée par la morbidité maternelle, peuvent aggraver la pauvreté des familles pauvres, générer des dettes pour les ménages et contraindre des familles à vendre des biens. Lorsqu'on prend en compte les frais médicaux et funéraires, les journées de travail perdues et la baisse de productivité chez les autres membres de la famille, la perte économique totale découlant d'un décès maternel peut correspondre ou dépasser une année complète de revenus du ménage³⁵.
- **Pertes d'opportunités éducatives** : Lorsque des mères meurent ou sont handicapées suite à des complications lors de la grossesse ou de l'accouchement, d'autres membres de la famille peuvent être forcés à renoncer à leur éducation pour s'occuper des tâches ménagères et assurer la prise en charge. Cette situation affecte principalement les filles, pour qui le travail domestique non rémunéré est déjà un facteur qui limite leur niveau d'instruction.³⁶
- **Épuisement des budgets du secteur public de la santé** : Au-delà de l'impact budgétaire du VIH et du SIDA, d'autres problèmes de santé sexuelle et reproductive impliquent des coûts importants pour le secteur qui pourraient être évités. Par exemple, **les systèmes de santé** des pays en développement **dépensent 800 millions de dollars EU chaque année pour traiter les complications liées aux avortements pratiqués dans de mauvaises conditions de sécurité**³⁷, des frais qui dans certains pays absorbent jusqu'à la moitié du budget du service obstétrique des hôpitaux.³⁸ Les dépenses liées aux complications d'avortements non médicalisés **coûtent aux femmes, aux filles et à leurs familles 600 millions de dollars EU additionnels par an.**³⁹ **Au niveau de l'ensemble de l'économie**, les pertes liées aux décès, handicaps et maladies chroniques découlant d'avortements non médicalisés dépassent **900 millions de dollars EU** pour l'Afrique subsaharienne à elle seule.⁴⁰ Ces coûts pourraient être évités avec l'élargissement de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris à l'avortement légal et sans risque.

Ces lourds tributs pour la vie des personnes, les familles, les sociétés et les économies peuvent être évités. Plusieurs études ont montré les avantages économiques et sociaux, les économies de coût et le rapport coût-efficacité des investissements accélérés dans l'information, l'éducation et les services de santé sexuelle et reproductive. Comme le souligne la Banque mondiale, investir dans ce domaine critique **« est une décision économique intelligente ».**⁴¹

- **Des vies sauvées avec des retours élevés sur les investissements** : On estime que répondre à la demande non satisfaite de contraception moderne tout en **assurant un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2030 pourrait rapporter le chiffre impressionnant de 120 dollars EU pour chaque dollar investi et dégager de bénéfices annuels atteignant plus de 400**

milliards de dollars EU.⁴² Ces retombées, qui pourraient être particulièrement importantes pour les populations vivant dans la pauvreté et les jeunes, comprennent la baisse des grossesses non désirées et de la mortalité maternelle et infantile, l'amélioration des résultats en matière de santé, l'augmentation du niveau d'instruction des femmes et des enfants, et une plus grande participation des femmes sur le marché du travail.⁴³ Chaque dollar dépensé en vue d'un **traitement antirétroviral salubre pour des personnes vivant avec le VIH et le SIDA en rapportera 10.**⁴⁴ Ajouter la **vaccination contre le VPH pour les jeunes filles** à l'ensemble des services pourrait **éviter 3 millions de décès par cancer du col utérin** dans les pays en développement, et **chaque dollar dépensé** à cet effet en générera **3** grâce à la réduction des coûts de traitement.⁴⁵

Assurer un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive pourrait rapporter le 120 dollars EU pour chaque dollar investi.

- Économies pour les finances publiques: On estime que **répondre à la demande de contraception** dans les pays à revenus faibles et intermédiaires permettrait d'**économiser 5,7 milliards de dollars EU** rien que⁴⁶ sur les coûts des soins de santé pour les mères et les nouveau-nés. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, cette économie pourrait se chiffrer à un milliard de dollars EU, rien que pour le secteur de l'éducation.⁴⁷ Une augmentation d'à peine 5 dollars EU par personne et par an d'ici 2035 des dépenses de santé contraceptive, maternelle et néonatale dans 74 pays enregistrant une forte mortalité infantile et maternelle, entraînerait des avantages économiques et sociaux représentant jusqu'à 9 fois cette valeur. **Cette augmentation permettrait d'éviter les décès de 147 millions de nouveau-nés et d'enfants et de 5 millions de femmes** et d'accroître la productivité et la participation à la population active.⁴⁸

Augmenter les dépenses de santé de 5 dollars EU par personne rapporterait 9 fois cette valeur en bénéfices économiques et sociaux.
- Dividendes démographiques et croissance du PIB: L'accès à une contraception moderne et à d'autres services de santé sexuelle et reproductive, en particulier pour les jeunes, est essentiel pour tirer profit des dividendes démographiques⁴⁹ d'**une croissance économique rapide**; plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont prêts à saisir cette opportunité.⁵⁰ Les pays les plus pauvres avec des niveaux de fécondité élevés retireraient les principaux bénéfices de la réduction des 74 millions de grossesses non désirées qui se produisent chaque année — avec des hausses du PIB allant de 1 à 8 % d'ici 2035⁵¹.
- Augmentation de la participation au marché du travail: Le contrôle des femmes et des adolescentes sur les décisions concernant leur vie sexuelle et reproductive et sur leur maternité est **fondamental pour qu'elles puissent participer au marché du travail et obtenir des revenus plus élevés**. Compte tenu notamment de la part disproportionnée des tâches domestiques et de l'éducation des enfants qui reviennent aux femmes et du manque d'assistance aux mères qui travaillent, la participation des femmes de 25 à 39 ans sur le marché du travail diminue en moyenne de 10 à 15 points de pourcentage, avec chaque enfant additionnel.⁵²
- Amélioration de la gestion environnementale: Les femmes et les filles qui disposent de plus de libertés et de moyens de contrôler leur propre fécondité choisissent le nombre d'enfants souhaité et ont les moyens de les élever. Les familles moins nombreuses jouissent d'une meilleure santé, investissent davantage par enfant, sont aussi plus résistantes aux chocs économiques et

environnementaux et contribuent à **atténuer les pressions sur des ressources limitées et des écosystèmes fragiles.**⁵³

Investissement intelligent n° 3 : Mettre fin à la violence sexiste à l'encontre des femmes et des filles

La violence sexiste à l'égard des femmes et des filles est l'une des violations des droits de l'homme les plus courantes et les plus répandues. À travers le monde, 35 % des femmes sont victimes de violence physique et/ou sexuelle au cours de leur vie — le plus souvent perpétrée par leurs maris ou compagnons.⁵⁴ Le tribut payé par les femmes et les filles, notamment en matière de santé physique et mentale, est énorme ; les conséquences sont ressenties à travers les sociétés et les économies, et affectent les enfants, les familles et les communautés, mais aussi les finances publiques.⁵⁵ Les coûts incluent les frais médicaux et de santé, la prestation de services de protection sociale, les dépenses juridiques, judiciaires et autres, la perte de productivité et de revenus, entre autres dépenses directes et indirectes.⁵⁶

➤ Des dépenses de l'ordre de milliards de dollars:

- **Le coût de la violence domestique et sexuelle à l'égard des femmes et des enfants est estimé à 8 milliards de dollars EU par an** — la violence conjugale représente à elle seule 4,4 milliards de dollars EU, soit 5,2 % du PIB mondial.⁵⁷ *La violence conjugale coûte chaque année 4,4 milliards de dollars EU, soit 5,2 % du PIB mondial.*
- La Banque mondiale estime que les **coûts de la violence conjugale** sont **similaires aux dépenses consacrées à l'enseignement primaire par les pays en développement.**⁵⁸ Au Bangladesh, on estime que les coûts de la violence conjugale atteignent **13 % des dépenses publiques annuelles.**⁵⁹ En Équateur, ils sont estimés à 109 millions de dollars EU, soit 36 fois plus que les investissements en matière de prévention et de traitement des blessures.⁶⁰
- D'autres formes de violence impliquent également des coûts extraordinaires: **la violence sexuelle à l'égard des femmes** coûte au moins **67 milliards de dollars EU** par an, un chiffre probablement sous-estimé étant donné que ces crimes sont rarement déclarés. Le **féminicide** (meurtre de femmes en raison de leur sexe) représente **40 milliards de dollars EU** par an, et **les abus sexuels sur les enfants 37 milliards de dollars EU** par an.⁶¹

➤ Diminution de potentiel, de productivité et de revenus du capital humain: Les violences et les abus affaiblissent le capital humain, génèrent une perte d'opportunités en matière d'éducation et d'emploi, baissent la productivité et ont des effets négatifs sur le développement affectif et cognitif des enfants. Rien qu'aux États-Unis, on estime que **les femmes manquent environ 8 millions de jours de travail rémunéré par an en raison de violence domestique**⁶² et en Inde, elles perdaient cinq jours de travail rémunéré par épisode de violence.⁶³ **Les femmes victimes de violence gagnent moins** que celles qui ne le sont pas: par exemple, 35 % de moins au Vietnam⁶⁴ et 60 % de moins au Bangladesh.⁶⁵ La perte de productivité entraîne également des **coûts pour les employeurs:** en Nouvelle-Zélande, les coûts de la non-prévention de la violence pourraient représenter un total de 3,7 milliards de dollars

EU pour les entreprises sur les 10 prochaines années.⁶⁶ En Australie, les pertes de productivité liées aux violences domestiques devraient atteindre d'ici 2021 609 millions de dollars EU.⁶⁷ En outre, de nombreuses femmes doivent engager des dépenses pour des services d'appui — entre 5 et 157 dollars EU par épisode selon les pays, ce qui représente parfois une part importante de leur revenu mensuel (par exemple, plus de 20 % au Vietnam).⁶⁸

Éliminer la violence sexiste n'est donc pas seulement une **obligation humanitaire** urgente, mais cette élimination peut aussi générer **d'importants rendements financiers et des économies** :

- *Économies découlant de l'application de lois et de politiques*: La **prévention** et la détection précoce de la violence à l'égard des femmes et des filles coûtent bien **moins cher que le traitement de ses conséquences**.⁶⁹ Par exemple, on estime que la loi américaine de protection des femmes contre la violence a permis de réaliser des économies nettes de près de 15 milliards de dollars EU sur une période de 5 ans, en évitant des pertes de biens, des dépenses en fournitures de services de santé physique et mentale, de services sociaux et de police, une perte de productivité, une diminution de la qualité de vie et des décès.⁷⁰ En Australie, selon les estimations, près de 24 000 dollars EU pourraient être économisés pour chaque femme qui pourrait échapper à la violence grâce à un plan de prévention du gouvernement.⁷¹
- *Investissements à impact élevé et rentables*: Une analyse récente a conclu que, alors que les évaluations coûts-bénéfices des **efforts visant à réduire la violence sexiste** sont peu nombreuses, ces **investissements ont** vraisemblablement un impact élevé et ont un bon rapport coût-efficacité, compte tenu de la forte prévalence de la violence, de l'ampleur des coûts personnels, sociaux et économiques engagés, ainsi que des faibles niveaux de ressources financières actuellement consacrés à l'examen de ce problème.⁷²

Investissement intelligent n° 4 : Droits, participation et développement des jeunes et des adolescents

Le monde d'aujourd'hui comprend la **plus grande génération de jeunes de toute l'histoire**: environ 3 milliards de personnes, soit 43 % de la population mondiale, ont moins de 25 ans.⁷³ Près de la moitié de celles-ci, soit **1,2 milliard, sont des adolescents** (entre 10 et 19 ans) ⁷⁴—beaucoup vivent dans la pauvreté avec des possibilités limitées, ne vont pas à l'école, sont au chômage et sont confrontés à la violence, aux abus et à l'exploitation.

Il est sans doute symptomatique de ce manque de perspectives que le **suicide** soit à présent la deuxième cause principale de mortalité chez les jeunes de 15 à 29 ans,⁷⁵ et soit devenu la **principale cause de décès chez les adolescentes, suivie par la mortalité maternelle**.⁷⁶ Les problèmes liés à la santé sexuelle et reproductive, tels que les grossesses non désirées, la violence sexiste, l'abus sexuel et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des facteurs qui contribuent à une mauvaise santé mentale chez les jeunes et peuvent les conduire au suicide.⁷⁷

Le succès et l'impact durable de l'Agenda de développement post-2015 dépendent de la réalisation d'investissements stratégiques en faveur des adolescents et des jeunes, et particulièrement des

adolescentes. Des investissements continus tout au long de cette étape de la vie sont également fondamentaux pour que les pays **tirent profit des investissements réalisés durant la petite enfance**, par exemple dans la santé et l'éducation. Les adolescents, en particulier les filles et ceux qui vivent dans la pauvreté, sont exposés au risque d'abandon scolaire, de mariages précoces (39 000 jeunes filles se marient tous les jours),⁷⁸ de grossesses et de maternités précoces (13 millions d'adolescentes mettent au monde un enfant chaque année),⁷⁹ d'exploitation et de violence sexistes (une fille sur 5 est victime d'abus sexuels),⁸⁰ et de contagion par le VIH (un jeune est infecté par le VIH toutes les 30 secondes).⁸¹ Ces problèmes entraînent **des conséquences tout au long de la vie avec des répercussions sur le développement au niveau macro** ; en particulier, ils perpétuent la pauvreté intergénérationnelle et la diminution de l'accumulation du capital humain, de la participation au marché du travail et à la productivité.

Bien que ces scénarios puissent être évités, l'attention politique et budgétaire a tendance à se dissiper après la petite enfance, exposant ainsi les adolescents à des risques. D'après une estimation, **seuls 2 centimes de chaque dollar d'APD sont consacrés aux adolescentes**.⁸² Entre-temps, une intensification des investissements peut conduire à :

- Une augmentation du revenu : Selon la Banque Mondiale, **investir dans l'éducation des filles dans les pays en développement pourrait produire des rendements plus élevés que tout autre type de dépenses**.⁸³ Une année supplémentaire d'école primaire peut augmenter à terme les salaires des femmes de 10 à 20 %, et une année d'études secondaires de plus, de 15 à 25 %.⁸⁴ Les effets cumulatifs entraînent une hausse du PIB: augmenter d'un point de pourcentage la proportion de femmes ayant une éducation secondaire **accélère la croissance annuelle du revenu par habitant d'un pays** de 0,3 point de pourcentage en moyenne.⁸⁵
- Une amélioration de la santé : Maintenir les filles à l'école s'est également avéré la meilleure façon de **réduire les risques de contagion par le VIH**.⁸⁶ En outre, il a été démontré que l'éducation de la mère a un impact plus élevé sur la **réduction de la mortalité infantile** que toute autre intervention.⁸⁷
- Des gains économiques liés à la prévention des grossesses chez les adolescentes : Les grossesses chez les adolescentes se traduisent par des coûts d'opportunité pour les économies nationales. Par exemple, les pertes de revenus des jeunes mères liées à la maternité précoce représentaient 1 % du PIB de la Chine, et 30 % de celui de l'Ouganda.⁸⁸ Dans plusieurs pays du Moyen-Orient, les coûts d'opportunité des grossesses chez les adolescentes, découlant notamment des revenus sacrifiés, varient entre 10 milliards et plus de 24 milliards de dollars EU.⁸⁹ En revanche, **retarder la maternité chez les adolescentes pourrait accroître la productivité économique** respectivement de 3,4, 3,5 et 7,7 milliards de dollars EU au Kenya, au Brésil et en Inde.⁹⁰ Dans les Caraïbes, on a estimé qu'un investissement modeste de 17 dollars EU, nécessaire pour éviter chaque grossesse d'adolescente, générerait une économie de 235 dollars EU par cas et par an.⁹¹

- De hauts rendements en mettant fin aux mariages d'enfants, précoces et forcés : Dans les pays en développement⁹², une fille sur trois est mariée avant l'âge de 18 ans, et 90 % des naissances chez les mères adolescentes du monde en développement se produisent au sein du mariage.⁹³ Les filles mariées sont confrontées à des risques accrus de décès maternel, de blessures liées à l'accouchement, de contagion par le VIH, de violence domestique et d'abandon scolaire, et leurs nouveau-nés ont plus de risques de mourir.⁹⁴ Retarder le mariage jusqu'à 18 ans au moins entraîne **une amélioration du niveau d'instruction, une hausse des revenus et des comportements plus positifs en matière de santé.**⁹⁵ L'échec de l'intensification des efforts pour mettre fin aux mariages d'enfants, précoces et forcés implique qu'en 2030, près d'un milliard de femmes et de filles auront été mariées avant l'âge de 18 ans,⁹⁶ avec pour résultats une fécondité élevée,⁹⁷ des pertes de revenus et une chute du PIB et des conséquences négatives pour l'élimination de la pauvreté et le développement durable.
- Une éducation sexuelle complète, économique et rentable : Il existe une corrélation entre l'éducation sexuelle complète et le report de l'âge du premier rapport sexuel et l'adoption de comportements sexuels sans risques qui **réduisent le nombre de grossesses non désirées et la transmission du VIH,**⁹⁸ tout en favorisant des normes et des attitudes sociales favorables aux droits de l'homme, à l'égalité hommes-femmes et à la non-violence. Une telle éducation est également **rentable et économique** : en Estonie, par exemple, un programme à l'échelle nationale a été associé à la prévention de près de 2 000 infections par le VIH sur une période de 8 ans et rend ce programme très rentable, compte tenu du coût que représente un traitement contre le VIH et du coût par élève relativement faible du programme. À ces bénéfices s'ajoute la réduction du nombre de grossesses chez les adolescentes, des infections sexuellement transmissibles, des avortements non médicalisés et de la mortalité maternelle.⁹⁹ Parallèlement aux investissements dans des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes, une éducation sexuelle complète peut s'avérer une intervention importante pour **améliorer la santé et d'autres objectifs de développement social**, et pour générer des **fenêtres d'opportunité démographiques** afin de stimuler l'éradication de la pauvreté et la croissance économique.

Maintenir les filles à l'école, mettre fin au mariage des enfants et prévenir la grossesse à l'adolescence augmente la productivité économique et le PIB du pays.

Des décisions intelligentes pour un agenda transformateur

Le monde se trouve à la croisée des chemins. Ses dirigeants sont prêts à prendre des engagements importants et sont confrontés à la tâche difficile d'allouer des ressources de façon à maximiser les impacts et à résoudre les problèmes les plus urgents. Les domaines prioritaires indiqués dans cette note vont libérer du potentiel humain et serviront de catalyseurs pour le progrès dans la réalisation de chacun des objectifs de développement durable. Leurs rendements sont élevés et leurs effets multiplicateurs sont importants. Le monde post-2015 ne peut se permettre d'assumer les coûts de l'inaction: améliorer la vie de milliards de personnes dépend de ces investissements intelligents et efficaces.

Les enfants qui sont âgés de 10 ans aujourd'hui seront la première génération d'adultes en 2030. Ils hériteront des décisions prises aujourd'hui et de l'état du monde qui leur sera confié.

www.icpdtaskforce.org

Le [Groupe de travail de haut niveau pour la Conférence internationale sur la population et le développement](#), co-présidé par les anciens présidents Joaquim Chissano du Mozambique et Tarja Halonen de Finlande, est un groupe autonome composé de dirigeants éminents de toutes les régions du monde, dotés d'une grande expérience auprès des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et de la philanthropie. Son mandat est axé sur le processus de réalisation du Programme de développement pour l'après-2015.

¹ United Nations (2014) [Report of the Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing](#), New York.

² *Ibid.*

³ World Bank (2001) [Social Protection Sector Strategy: From Safety Net to Springboard](#), Washington DC: World Bank.

⁴ Clinton, Hillary (2014) [Unfinished business for the world's women](#) in *The Economist*, The World in 2015 edition, Nov 20, 2014. Based on OECD projections of increased female labour participation in OECD member states - see [Gender Dynamics: How Can Countries Close the Economic Gender Gap?](#), speech by OECD Secretary-General Angel Gurría at the World Economic Forum Annual Meeting in Davos, Switzerland, 25 January 2013.

⁵ IMF (2013) [Women, Work and the Economy: Macroeconomic Gains from Gender Equity](#): International Monetary Fund: Washington DC.

⁶ Clinton, Hillary (2014).

⁷ Hartmann, Heidi, et al., (2014) [How Equal Pay for Working Women Would Reduce Poverty and Grow the American Economy](#), Institute for Women's Policy Research; Washington, DC.

⁸ Equality and Human Rights Commission (2011) [Equal Pay: A Good Business Decision](#), United Kingdom.

⁹ UNDP (2009) [Resource Guide on Gender and Climate Change](#), United Nations Development Programme, New York.

¹⁰ Women ages 20-24. ECLAC (2007) [Women's contribution to equality in Latin America and the Caribbean](#).

¹¹ Asian Development Bank (2013) [Gender Equality and Food Security: Women's Empowerment as a Tool Against Hunger](#), ADB: The Philippines.

¹² Eisler, R & Otis, K., (2014) [Unpaid and Undervalued Care Work Keeps Women on the Brink](#), *Center for Partnership Studies*, The Shriver Report.

¹³ Asian Development Bank (2013).

¹⁴ OECD (2009) *Gender and Sustainable Development: Maximizing the Economic, Social and Environmental Role of Women*.

¹⁵ Asian Development Bank (2013).

¹⁶ GSMA Development Fund and Cherie Blair Foundation for Women (2010) [Women & Mobile: A Global Opportunity A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries](#), United Kingdom.

¹⁷ Broadband Commission for Digital Development, ITU, UNESCO (2014) [The State of Broadband 2014: Broadband for All](#): Switzerland.

¹⁸ Intel Corporation (2012) [Women and the Web Bridging the Internet gap and creating new global opportunities in low and middle-income countries](#).

¹⁹ C. Herring, (2009) [Does Diversity Pay? Race, Gender and the Business Case for Diversity](#), *American Sociological Review*, 74, 2009, 208-224. See also Siegel J., et al., (2013) [The Unfairness Trap: A Key Missing Factor in the Economic Theory of Discrimination](#), Working Paper for Harvard Business School, March 2013. Abdullah, S.N., et al., (2012) [Women on Boards of Malaysian Firms: Impact on Market and Accounting Performance](#), working paper. Desvaux, G., et al., (2007) [Women Matter: Gender Diversity, a Corporate Performance Driver](#). Catalyst, (2004) [The Bottom Line: Connecting Corporate Performance and Gender Diversity](#). Catalyst, (2004) [The Bottom Line: Connecting Corporate Performance and Gender Diversity](#). Credit Suisse Research Institute, (2014) [The CS Gender 3000: Women in Senior Management](#).

²⁰ For Bangladesh, see USAID / ESD, (2007) [Effects of a workplace health program on absenteeism, turnover, and worker attitudes in a Bangladesh garment factory](#). For Egypt: Yeager, Rachael (2011) HERProject: [Health Enables Returns: The Business Returns from Women's Health Programs](#).

²¹ Germany Ministry for Family, Seniors, Women and Youth, (2005) [The micro-economic effects of family friendly policies](#) (in German).

²² Adobo, Franck, et al (2014) [The Impact of an Adolescent Girls Employment Program](#), World Bank Africa Region, Policy Research Working Paper. See also OECD (2008) [DAC Guiding Principles for Aid Effectiveness, Gender Equality and Women's Empowerment](#).

²³ Peterman, A. (2011) *Women's Property Rights and Gendered Policies: Implications for Women's Long-term Welfare in Rural Tanzania*, *The Journal of Development Studies*, 41 (1), 1-30.

²⁴ Case, A. and Menendez, A., (2007) [Does Money Empower the Elderly? Evidence from the Agincourt Demographic Surveillance Site, South Africa](#), *Scandinavian Journal of Public Health* 35 (suppl. 69): 157-64. Filho, Irineu Evangelista de Carvalho, (2012) [Household Income as a Determinant of Child Labor and School Enrollment in Brazil: Evidence from a Social Security Reform](#), *Economic Development and Cultural Change* 60 (2): 399-435.

²⁵ Yanez-Pagans, Monica, (2008) [Culture and Human Capital Investments: Evidence of an Unconditional Cash Transfer Program in Bolivia](#), IZA Discussion Paper No. 3678.

- ²⁶ UN Women (2009) [Progress of the World's Women 2008/2009: Who Answers to Women? Gender and Accountability](#), UN Women: New York.
- ²⁷ World Bank (2012) [World Development Report, Gender Equality and Development](#), World Bank Group: Washington, DC.
- ²⁸ United Nations (2000) [Security Council Resolution 1325, S/RES/1325 \(2000\)](#).
- ²⁹ WHO (2014) [Maternal Mortality Fact Sheet No. 348](#), World Health Organization.
- ³⁰ UNAIDS (2006) [Report of the Global AIDS Epidemic](#), UNAIDS: Geneva.
- ³¹ UN Secretary General (2010) [Investing in our common future: Joint Action Plan for Women's and Children's Health](#), Partnership for Maternal, Newborn and Child Health, World Health Organization. See also USAID (2001) [Budget Justification to the Congress FY2002](#), Washington D.C.
- ³² Singh, Susheela (2006) [Hospital admissions resulting from unsafe abortion: estimates from 13 developing countries](#), *The Lancet*, Volume 368, Issue 9550, Pages 1887 - 1892, 25 November 2006
- ³³ WHO (2010) [World Health Report: Health Systems Financing: The Path to Universal Coverage](#), WHO: Geneva.
- ³⁴ United Nations (2013) [The Flow of Financial Resources for Assisting in the Implementation of the ICPD Programme of Action- Secretary-General Report to the Commission on Population and Development E/CN.9/2013/5](#).
- ³⁵ Ye F, Wang H, Huntington D, et al. (2012) [The Immediate Economic Impact of Maternal Deaths on Rural Chinese Households](#), PLoS ONE 2012 and Family Care International, the International Center for Research on Women, and the KEMRI-CDC Research and Public Health Collaboration, (2014) [A Price Too High to Bear: The Costs of Maternal Mortality to Families and Communities](#).
- ³⁶ OECD (2009).
- 37
- ³⁸ Grimes, David, et al (2006) [Unsafe abortion: the preventable pandemic](#), *The Lancet*, Sexual and Reproductive Health Series.
- ³⁹ Vlasshoff, Michael et al. (2008).
- ⁴⁰ World Health Organization (2012) [Safe abortion: Technical and policy guidance for health systems](#), World Health Organization: Geneva.
- ⁴¹ Grepin, Karen A. and Jeni Klugman (2013) [Closing the deadly gap between what we do and what we know: Investing in women's reproductive health](#), World Bank and Women Deliver.
- ⁴² Note that the target year indicated by the authors for satisfying unmet need for modern contraception is 2040. Kohler, Hans-Peter and Jere R. Behrman, (2014) Population and Demography Assessment Paper: [Benefits and Costs of the Population and Demography Targets for the Post-2015 Development Agenda](#): Copenhagen Consensus Center.
- ⁴³ Kohler, Hans-Peter and Jere R. Behrman, (2014).
- ⁴⁴ By achieving 90% ART coverage of people living with HIV and AIDS with the weakest immune systems, in countries with rates of adult infection of 15% or higher. Geldsetzer, P, et al (2015) Health – HIV and AIDS Perspective Paper: [Benefits and Costs of the HIV/AIDS Targets for the Post-2015 Development Agenda](#), Copenhagen Consensus Center.
- ⁴⁵ The benefit-cost ratio is likely to be even higher when factoring in the productivity gains, improved community health and positive economic externalities. Luca, Dara Lee, et al (2014) *Women's Health Perspective Paper: Benefits and Costs of the Women's Health Targets for the Post-2015 Development Agenda*: Copenhagen Consensus Center.
- ⁴⁶ Singh, S. and Jacqueline E. Darroch (2012) [Adding it Up Costs and Benefits of Contraceptive Services, Estimates for 2012](#), UNFPA and the Guttmacher Institute: New York.
- ⁴⁷ Moreland, S and S Tailbird (2006) [Achieving the Millennium Development Goals: The Contribution of Fulfilling the Unmet Need for Family Planning](#) (USAID: Washington DC).
- ⁴⁸ Steinberg, Karin et al. (2014) [Advancing Social and Economic Development by Investing in Women's and Children's Health: A New Global Investment Framework](#), pp.1333-1354, in *The Lancet*, Vol 383, April 12, 2014.
- ⁴⁹ The demographic dividend is an opportunity for economic growth and poverty reduction resulting from changes in a country's population structure. When countries with high fertility and mortality rates put the right policies in place - quality education and health care, including sexual and reproductive health and voluntary family planning, and job opportunities - fertility and mortality rates decline. This creates a demographic shift that places the largest segment of the population in the workforce and with fewer dependents, leading to greater savings and investment for development.
- ⁵⁰ UNFPA (2014) [State of World Population: The Power of 1.8 Billion – Adolescents, Youth and the Transformation of the Future](#), United Nations Populations Fund: New York. See also Sippel, L., T. Kiziak, F. Woellert, R. Klingholz (2011) [Africa's Demographic Challenges How a young population can make development possible](#): Berlin Institute for Population and Development and DSW, Berlin.
- ⁵¹ Steinberg, Karin et al. (2014).
- ⁵² Bloom DE, et al (2009) [Fertility, female labor force participation, and the demographic dividend](#), Harvard School of Public Health.
- ⁵³ UNFPA (2012) Issues Brief 14 on Rio+20: [Population Dynamics and Sustainable Development](#).
- ⁵⁴ WHO (2013) [Global and regional estimates of violence against women Prevalence and health effects of intimate partner violence and non-partner sexual violence](#), World Health Organization: Geneva.
- ⁵⁵ Day, T., et al., (2005) [The Economic Costs of Violence Against Women: An Evaluation of the Literature](#), Expert brief compiled in preparation for the Secretary-General's in-depth study on all forms of violence against women, University of Western Ontario, Canada.
- ⁵⁶ *Ibid.*
- ⁵⁷ Hoeffler, Anke and James Fearon (2014) Conflict and Violence Assessment Paper: [Benefits and Costs of the Conflict and Violence Targets for the Post-2015 Development Agenda](#): Copenhagen Consensus Center. Note also other country case studies where the costs of intimate partner violence ranged from over 1% to close to 4% of GDP, covering Australia, Peru, UK and Vietnam, in Klugman, J. et al., (2014) [Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity](#), World Bank, Washington D.C.
- ⁵⁸ Klugman, J. et al., (2014).
- ⁵⁹ Data was calculated for 2010. Rowell, A. (2013) [Gender-based Violence—Exploring the Social and Economic Costs](#), Development Policy Centre.
- ⁶⁰ María Isabel Roldós, M. and Corso, P. (2013) [The Economic Burden of Intimate Partner Violence in Ecuador: Setting the Agenda for Future Research and Violence Prevention Policies](#), *West J Emergency Medicine*, Aug 2013; 14(4): 347–353.
- ⁶¹ Hoeffler, Anke and James Fearon (2014).
- ⁶² Pearl, R., (2013) [Domestic Violence: The Secret Killer that Costs \\$8.3 Billion Annually](#), Forbes.com.

- ⁶³ International Center for Research on Women (2000) [Domestic Violence in India: A Summary Report for a Multi-Site Household Survey](#), No. 3: 18. ICRW, Washington, D.C.
- ⁶⁴ Duvvury, N. et al., (2012) [Estimating the Cost of Domestic Violence against Women in Viet Nam](#), UN Women: Hanoi.
- ⁶⁵ Vyas, S. and Watts, C., (2009) [How Does Economic Empowerment Affect Women's Risk of Intimate Partner Violence in Low and Middle Income Countries? A Systematic Review of Published Evidence](#), *Journal of International Development* 21 (5): 577–602.
- ⁶⁶ Rayner-Thomas, M., Fanslow, J., and Dixon, R. (2014) [Intimate partner violence and the workplace](#), New Zealand Family Violence Clearinghouse, University of Auckland.
- ⁶⁷ Australian Domestic and Family Violence Clearinghouse, (2012) [Submission to Consolidation of Commonwealth Anti-Discrimination Laws Discussion Paper](#).
- ⁶⁸ Duvvury, N. et al., (2013) [Intimate Partner Violence: Economic Costs and Implications for Growth and Development](#), Women's Voice, Agency and Participation Research Series 2013 No.3, World Bank Group.
- ⁶⁹ Day, T., et al., (2005).
- ⁷⁰ Clark, Kathryn Andersen, Biddle, Andrea K., Martin, Sandra L. 2002. *A Cost-Benefit Analysis of the Violence against Women Act of 1994*. Violence Against Women, 8, Sage Publications, Chapel Hill, North Carolina: 423. Figures based on 1998 USD. See UN Women's [Investing in Gender Equality: Ending Violence against Women and Girls](#).
- ⁷¹ The National Council to Reduce Violence against Women and their Children (2009) *The Cost of Violence against Women and their Children* Commonwealth of Australia, Canberra: 4. Figure calculated in USD from \$20,766 Australian Dollars (2007-2008 rate) based on 1.14 UN Operational Rates of Exchange rate as of January 2008. See UN Women's [Investing in Gender Equality: Ending Violence against Women and Girls](#).
- ⁷² Hoeffler, Anke and James Fearon (2014).
- ⁷³ UNFPA (2011) [State of World Population, People and possibilities in a world of 7 billion](#), United Nations Population Fund: New York.
- ⁷⁴ UNFPA (2013) [State of World Population: Motherhood in Childhood](#), United Nations Population Fund: New York.
- ⁷⁵ WHO (2014a) [Preventing Suicide, A global imperative](#), World Health Organization: Geneva.
- ⁷⁶ WHO (2014b) [Health for the World's Adolescents, A second chance in the second decade](#), World Health Organization: Geneva.
- ⁷⁷ WHO (2014a).
- ⁷⁸ UNFPA (2012) [Marrying Too Young: End Child Marriage](#), United Nations Population Fund: New York
- ⁷⁹ UNFPA (2013).
- ⁸⁰ WHO, UNODOC, UNDP (2014) [Global Status Report on Violence Prevention](#), World Health Organization: Geneva.
- ⁸¹ UNAIDS (2012) [World Aids Day Report](#), UNAIDS: Geneva.
- ⁸² Cited in UNFPA (2013). See also Chaaban, J. & Cunningham, W., (2011) [Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend](#), Policy Research Working Paper 5753, The World Bank Human Development Network Children and Youth Unit & Poverty Reduction and Economic Management Network Gender Unit.
- ⁸³ UNDP (2012) [Powerful Synergies, Gender Equality, Economic Development and Environmental Sustainability](#), UNDP: New York. See also Summers, Lawrence, H (1994) [Investing in All the People, Educating Women in Developing Countries](#), World Bank Economic Development Institute Seminar Paper 45.
- ⁸⁴ United Nations, Inter-agency Task Force on Rural Women, [Fact Sheet: Rural Women and the Millennium Development Goals](#).
- ⁸⁵ Dollar & Gatti, (1999) [Gender Equality, Income and Growth: Are good times good for women?](#) World Bank Policy Research Report on Gender and Development, Working Paper Series No. 1. Washington DC.
- ⁸⁶ Hardee, Karen et al., (2014) [What HIV Programs Work for Adolescent Girls](#), *Journal of Acquired Immune Deficiency Syndrome*, Vol 66, Supplement 2, July 1, 2014.
- ⁸⁷ *Ibid*.
- ⁸⁸ Chaaban, J. & Cunningham, W., (2011) and Klugman, J. et al., (2014).
- ⁸⁹ Chaaban, J. (2008) [The Costs of Youth Exclusion in the Middle East](#), Middle East Youth Initiative Working Paper No. 7. Wolfensohn Center for Development (Dubai School of Government).
- ⁹⁰ UNFPA (2013).
- ⁹¹ UNFPA, (2007) [Giving Girls Today and Tomorrow: Breaking the Cycle of Adolescent Pregnancy](#), cited in Population Council, (2012) *The Cost of Reaching the Most Disadvantaged Girls*.
- ⁹² UNFPA (2012).
- ⁹³ UNFPA (2013).
- ⁹⁴ UN Human Rights Council (2014) *Preventing and eliminating child, early and forced marriage; Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights A/HRC/26/22*; UNICEF (2014) [Ending Child Marriage: Progress and prospects](#), UNICEF, New York.
- ⁹⁵ World Bank (2012).
- ⁹⁶ UNICEF (2014) [Ending Child Marriage: Progress and prospects](#), UNICEF: New York.
- ⁹⁷ Grepin, Karen A. and Jeni Klugman (2013).
- ⁹⁸ UNESCO (2009) [International Technical Guidance on Sexuality Education An evidence-informed approach for schools, teachers and health educators](#), UNESCO: Paris.
- ⁹⁹ UNESCO (2011) [Cost and Cost-effective analysis of School-based Sexuality Education Programs in Six Countries](#), UNESCO: Paris.